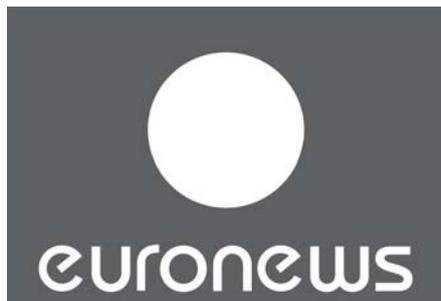


Pressedossier

Internationale Konferenz zu *Droits des femmes méditerranéennes après les 'révolutions arabes'*
Fez, 21.-23. Juni 2013
KAS/ISIS



Nachrichten

Arabischer Frühling schadet Frauenrechten

23/06 17:05 CET



[Play/stop Video](#)

Durch den Arabischen Frühling hat sich die Lage der Frauen in der Region verschlechtert. In vielen Staaten der Arabischen Welt bestehe die Gefahr, dass Frauenrechte zurückgedrängt würden. Das ist das Ergebnis einer mehrtägigen von der **Konrad-Adenauer-Stiftung** organisierten Tagung im marokkanischen Fes.

“Wir stellen die Frage, was kommt als nächstes. Was die Frauenrechte betrifft, haben wir uns auf ökonomisch-politische Fragen konzentriert. Wir sollten uns mehr um die Zukunft der Frauen kümmern”, sagte Ellinor Zeino-Mahmalat von der **Konrad-Adenauer-Stiftung**.

Nach Ansicht der Konferenzteilnehmer sind die Hoffnungen, die in den Aufstand gegen die autoritären Regime im arabischen Raum gesetzt wurden, nicht erfüllt worden. Waren die Jahrzehnte vor dem Arabischen Frühling von einer beständigen Verbesserung der Frauenrechte gekennzeichnet, sei seit dem Sturz der Diktaturen ein "starker Rückgang" zu verzeichnen. Obwohl sich viele Frauen an den Demonstrationen beteiligt hatten, sitzen nur wenige weibliche Abgeordnete in den neuen freigewählten Parlamenten.

Weiterführender Link

[Tagungsprogramm](#)

Mehr dazu: [Marokko](#), [Rechte der Frauen](#), [Women's Forum](#)

Copyright © 2013 euronews

<http://de.euronews.com/2013/06/23/arabischer-fruehling-schadet-frauenrechten/>



Printemps arabe, hiver des femmes

Les droits des femmes ont régressé dans le sillage des révolutions arabes.ws/YhnpkY Euronews est disponible en 13 autres langues: eurone.ws/17mq3VK 2013/06/23/printemps-arabe-hiver-des-femmes Les droits des femmes ont régressé dans le sillage des révolutions arabes. C'est le constat dressé par le Forum international des femmes méditerranéennes. Co-organisée par le centre marocain Isis et par la fondation allemande **Konrad Adenauer**, la sixième édition réunissait une palette d'experts à Fès au Maroc. "Se pose maintenant la question de ce qui va venir après, surtout concernant les droits et les libertés des femmes. On s'est surtout focalisé sur les sujets politiques et économiques, mais à la fin, il faut aussi s'intéresser à l'avenir des femmes," rappelle Ellinor Zeino-Mahmalat, de la fondation **Konrad Adenauer**. Les femmes font valoir qu'elles ont fait la révolution au même titre que les hommes. Or depuis, les nouvelles constitutions tunisiennes et égyptiennes notamment restent vagues sur leurs droits. L'Egypte, par exemple,

envisage d'abaisser à neuf ans l'âge légal du mariage pour les petites filles, de lever l'interdiction de l'excision et de légaliser la polygamie.

Le **replay Printemps arabe, hiver des femmes** est disponible en streaming gratuit pendant quelques jours après sa diffusion sur Euronews.

<http://www.replay.fr/printemps-arabe-hiver-des-femmes-1879474>

LE MATIN.ma

mise à jour : Mercredi 26 Juin 2013 20h06

[Accueil](#) [Société](#) Fès prépare la sixième édition du forum

«Femmes méditerranéennes»

Fès prépare la sixième édition du forum

[« Tous les articles](#)

Environ une vingtaine de pays participeront au Forum international «Femmes méditerranéennes» qui se tiendra du 21 au 23 juin à Fès.



Dix-huit pays participeront au Forum «Femmes méditerranéennes» de Fès.

Et de six pour le Forum international «Femmes méditerranéennes». Organisé par le Centre Isis pour femmes et développement et la Fondation **Konrad Adenauer** (Rabat) le forum se tient cette année autour du thème «Droits des femmes après les révolutions arabes» les 21, 22 et 23 juin au Palais des congrès de Fès. Cette rencontre vise essentiellement à discuter des nouveaux défis auxquels les intellectuels, le activistes et les politiciens doivent faire face.

Quelque 18 pays participeront à ce forum. Il s'agit de l'Algérie, la Tunisie, la Libye, la Mauritanie, l'Égypte, le Liban, le Yémen, la Palestine, la Jordanie, la Turquie, l'Iran, la France, la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas, le Canada, les États-Unis d'Amérique, et le Maroc.

Selon les organisateurs du forum, au cours des dernières décennies, les droits des femmes au sud de la Méditerranée ont connu une nette amélioration avec des hauts et des bas. Ces droits sont le fruit d'un militantisme auquel les universitaires, les activistes et les politiciens (hommes et femmes) ont pris part. Deux années après «Printemps arabe», il semblerait que ces droits connaissent une nette régression. «En réfléchissant sur ces droits deux grands paradoxes se présentent.

D'une part, on assiste à une présence spectaculaire des femmes de tous âges, horizons idéologiques, ethnies et statuts sociaux pendant les phases de mobilisation politique des soulèvements, et d'autre part, et c'est là où réside le premier paradoxe, en Égypte, en Tunisie, au Maroc et au Koweït, les nouveaux gouvernements élus par les peuples, ont une très faible, sinon aucune, représentation féminine», lit-on dans un communiqué sur le forum. Et d'ajouter : «En outre, d'une part, l'islamisation politique de la région MENA est un fait et d'autre part, et c'est là où réside le deuxième paradoxe, la plupart des défenseurs des droits des femmes (universitaires et activistes) qui ont marqué des décennies de militantisme dans la région, se sont battus pour améliorer, et non remplacer, la charia, et ont ciblé le patriarcat, et non l'Islam. Plus que cela, beaucoup de féministes, islamistes ou séculiers, ont travaillé ensemble et l'Islam n'a jamais constitué un obstacle. Ces deux paradoxes provoquent de sérieux débats et appellent à de sérieuses actions».

Thématiques

La sixième édition du Forum international «Femmes méditerranéennes» sera organisée autour de neuf axes majeurs :

1. «L'égalité des sexes dans les nouvelles constitutions»
2. «Les discours féministes dans la région (féminisme séculier/libéral et islamique)»
3. «Activisme féminin et féministe»
4. «Participation politique des femmes après le «Printemps arabe»
5. «Les femmes et l'autonomisation économique»
6. «Les femmes et les droits culturels»
7. «Les femmes rurales»
8. «Droits des femmes et libertés publiques/individuelles»
9. «Femmes et les réseaux transnationaux»

Publié le : 17 Juin 2013 - H.E.H., LE MATIN

http://www.lematin.ma/journal/Femmes-mediterraneennes_Fes-prepare-la-sixieme-edition-du-forum/183786.html

Conférence

Les femmes méditerranéennes après les «révolutions arabes»

[« Tous les articles »](#)

Le Centre Isis pour femme et développement met un coup de projecteur sur les droits des femmes au lendemain des révolutions arabes dans le cadre d'une conférence.



Les femmes en première ligne au moment des révolutions arabes.

Le Printemps arabe a changé le visage du monde arabe, notamment celui des peuples qui ont porté ces révolutions et qui aspirent à plus de liberté et de démocratie. Mais après deux années, il semblerait que les droits des femmes connaissent une nette régression, sachant que les femmes ont marqué par leur présence spectaculaire les différents moments de mobilisation politique et des soulèvements. Et ce, quels que soient leurs âges, leurs horizons idéologiques, leurs ethnies et leurs statuts sociaux. Partant de là, le Centre Isis pour femme et développement met un coup de projecteur sur les droits des femmes au lendemain des révolutions arabes dans le cadre d'une conférence sur les «Droits des femmes méditerranéennes après les révolutions arabes», organisée en partenariat avec la Fondation **Konrad-Adenauer Stiftung**, du 21 au 23 juin à Fès. Une thématique qui est aujourd'hui plus que jamais d'actualité. Les associations des droits des femmes au Maroc comme ailleurs dans d'autres pays arabes observent, souvent la peur au ventre, les changements des

gouvernements, avec notamment la montée des islamistes et les reculs enregistrés en matière des droits des femmes. «En réfléchissant sur ces droits de femmes, deux grands paradoxes se présentent.

D'une part, on assiste à une présence spectaculaire des femmes de tous âges, horizons idéologiques, ethnies et statuts sociaux pendant les phases de mobilisation politique et des soulèvements et, d'autre part, et c'est là où réside le premier paradoxe : en Égypte, en Tunisie, au Maroc et au Koweït, les nouveaux gouvernements élus par les peuples ont une très faible, sinon aucune, représentation féminine», expliquent, dans une note de présentation, les responsables du Centre Isis pour femme et développement. Et l'on précise que l'on assiste, d'une part, à l'islamisation politique de la région MENA et, d'autre part, à une régression en matière des droits des femmes, alors que la plupart des défenseurs des droits des femmes (universitaires et activistes) ont marqué des décennies de militantisme dans la région et se sont battus pour améliorer, et non remplacer, la Chari'a. Ils ont ciblé le patriarcat, et non l'Islam. «Ces deux paradoxes provoquent de sérieux débats et appellent à de sérieuses actions. Le but de ce forum est de discuter de ces nouveaux défis auxquels les intellectuels, les activistes et les politiciens doivent faire face», ajoute-t-on. Les débats seront par ailleurs animés par une pléiade de conférenciers de haut niveau.

Publié le : 6 Juin 2013 - Rachida Bami, LE MATIN

http://www.lematin.ma/journal/Conference_Les-femmes-mediterraneennes-apres-les-revolutions-arabes/183271.html

LE MATIN.ma mise à jour : Mercredi 26 Juin 2013 20h06

[Accueil Région](#) Les droits des femmes après les révolutions arabes

Sixième Forum international des «Femmes méditerranéennes»

Les droits des femmes après les révolutions arabes

- Organisé du 21 au 23 juin à Fès, le sixième Forum international «Femmes méditerranéennes» s'est tenu autour de la thématique : «Droits des femmes après les révolutions arabes».

- Les débats ont mis en exergue les nouveaux défis auxquels font face les intellectuels et les activistes pour promouvoir la situation des femmes au lendemain du Printemps arabe.



Vingt pays se sont mobilisés lors de ce forum pour dénoncer la situation des femmes dans le monde arabe.

En parallèle aux grands changements que connaît aujourd'hui le monde arabe, deux ans après le déclenchement du «Printemps arabe», les droits des femmes sont en net recul. Dans ce contexte, le Centre ISIS pour femmes et développement et la Fondation allemande **Konrad Adenauer** ont organisé, du 21 au 23 juin à Fès, la sixième édition du Forum international «Femmes méditerranéennes», autour du thème : «Droits des femmes après les révolutions arabes».

«Nous avons voulu dédier le forum cette année à cette question qui est plus que jamais d'actualité, et ce, afin d'attirer l'attention sur la situation des femmes après les révolutions arabes et les luttes qu'elles mènent pour s'imposer dans leurs sociétés. En effet, les femmes qui ont joué un rôle important dans le Printemps arabe, manifestant leur indignation et leur colère contre toutes les formes d'injustice et de tyrannie, se retrouvent aujourd'hui victimes de violence physique et psychologique, de discrimination et d'injustice sociale», précise Fatima Sadiqi, présidente du centre ISIS pour femmes et développement et directrice du Forum. 20 pays ont été ainsi représentés dans ce forum qui a constitué une occasion de discuter des nouveaux défis auxquels doivent faire face les intellectuels, les activistes et les politiciens pour promouvoir la situation des femmes après les révolutions arabes.

Nouzha Guessous, professeure à l'Université Hassan II de Casablanca, a consacré son intervention lors de ce forum aux oppositions au nom de la religion auxquelles se sont toujours confrontés les militants pour les droits des femmes dans le monde musulman. «Les droits des femmes ont été historiquement et universellement objets de luttes acharnées aux

résultats incertains et non définitifs. L'égalité des genres et la lutte contre les discriminations se sont toujours heurtées à des oppositions au nom des religions, des cultures et des traditions considérées comme immuables. Dans ce contexte, les militantes pour les droits humains des femmes du monde musulman se sont battues et se battent encore pour améliorer la vie quotidienne des femmes, mais toutes ces revendications et ces luttes pour l'égalité des genres se sont confrontées à des oppositions au nom de "la loi de Dieu"», a-t-elle expliqué.

À la fin des travaux de cette rencontre, plusieurs recommandations ont été formulées par les participants dans le but d'améliorer la situation des femmes dans le monde arabe. Ces recommandations concernent notamment la protection des acquis des femmes dans la région MENA, l'adoption d'une approche globale des droits politiques, civils, sociaux, économiques et culturels des femmes, l'implémentation des Constitutions qui garantissent l'égalité des sexes et la parité, l'implication des écoles et des médias dans la sensibilisation et l'éducation des femmes et des hommes, l'engagement de la société civile dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques, ainsi que l'encouragement du dialogue entre les mouvements féministes dans la région méditerranéenne en tenant en compte la réalité dans chaque pays.

Promotion de la recherche sur le genre

Créé en 2006 par un groupe d'enseignants-chercheurs marocains, le Centre Isis pour femmes et développement se caractérise par la multidisciplinarité et l'usage de plusieurs langues, notamment l'arabe, l'amazigh, le français et l'anglais. Ce centre a pour principales missions le renforcement des études et des recherches sur le genre, la promotion de la présence des femmes dans la recherche scientifique au Maroc, ainsi que la promotion d'un dialogue interculturel à l'intérieur et à l'extérieur du Maroc. Le Centre ISIS organise également des colloques nationaux et internationaux, en plus de journées d'études, d'ateliers de travail et de tables rondes sur les théories du genre et le développement féminin.

Publié le : 25 Juin 2013 - A.R., LE MATIN

http://www.lematin.ma/journal/Sixieme-Forum-international-des-Femmes-mediterraneennes_Les-droits-des-femmes-apres-les-revolutions-arabes/184221.html

Date d'édition : 27/06/2013

Numéro d'édition : 4062

Catégorie : Société

Droits des femmes: L'effet Printemps arabe se dissipe



Pour Fatima Sadiqi, présidente du Centre Isis, «les droits des femmes sont le fruit d'un militantisme où les universitaires, les activistes et les politiciens (hommes et femmes) ont pris part. Mais deux années après le «Printemps arabe», il semblerait que ces droits connaissent une nette régression»

AU cours des dernières décennies, les droits des femmes au sud de la Méditerranée ont connu une réelle amélioration. C'est ce qui ressort, en effet, du Forum international sur les «Droits des femmes après les révolutions arabes», organisé le week-end dernier à Fès. Pour Fatima Sadiqi, présidente du Centre Isis pour femmes et développement et co-organisatrice du forum, «ces droits sont le fruit d'un militantisme où les universitaires, les activistes et les politiciens (hommes et femmes) ont pris part. Mais deux années après le «Printemps arabe», il semblerait que ces droits connaissent une nette régression». En effet, de l'avis de Sadiqi, en réfléchissant sur ces droits, deux grands paradoxes se présentent. D'une part, on assiste à une présence spectaculaire des femmes de tous âges, horizons idéologiques, ethnies et statuts sociaux pendant les phases de mobilisation politique des soulèvements et d'autre part, et c'est là où réside le premier paradoxe, en Egypte, en Tunisie, au Maroc et au Koweït, les nouveaux gouvernements élus par les peuples ont une très faible, sinon aucune représentation féminine. En outre, d'une part, l'islamisation politique de la région MENA est un fait (avec les adjectifs «modéré» et «salafiste» attachés à ces islamismes selon leur densité islamique) et, d'autre part, et c'est là où réside le deuxième paradoxe, la plupart des défenseurs des droits des femmes (universitaires et activistes) qui ont marqué des décennies de militantisme dans la région, se sont battus pour améliorer, et non remplacer, la Charia, et ont ciblé le patriarcat et non l'Islam. Plus que cela, beaucoup de féministes, islamistes ou séculiers ont travaillé ensemble et l'Islam

n'a jamais constitué un obstacle. Ces deux paradoxes provoquent de sérieux débats et appellent à de sérieuses actions. Et c'est justement le but de la rencontre de Fès qui a invité aux débats sur les nouveaux défis, auxquels les intellectuels, les activistes et les politiciens doivent faire face, des chercheuses et militantes des pays du pourtour méditerranéen, du Yémen, d'Iran, de Belgique, des Pays Bas, du Canada et des Etats-Unis. Elles s'accordent à dire que «les espoirs nourris par les mouvements de défense de cette catégorie, suite aux changements politiques dans une partie du monde arabe, se sont vite évaporés, ouvrant même la voie à un retour sur les acquis de plusieurs années de militantisme». «Toutefois, il ne faut point verser dans un discours pessimiste», insiste Sadiqi. Pour elle, les femmes sont appelées à garder une réelle mobilisation pour éviter tout retour sur leurs acquis et réclamer la place qu'elles méritent sur tous les plans. Même son de cloche auprès d'Ellinor Zeino-Mahmalat, de la Fondation allemande **Konrad Adenauer-Stiftung**, pour qui «les femmes, qui ont joué un rôle crucial dans tous les mouvements de transition, sont les premières perdantes de tout ce processus». Il n'en demeure pas moins que «des contrats sociaux et une nouvelle relation entre homme et femme sont nécessaires pour toute construction démocratique», dit-elle. Idem pour Valentine Moghadam, professeur de sociologie à l'université Northeastern à Boston (USA): «On peut déjà distinguer entre transitions à caractère égalitaire ou patriarcal et l'avenir des femmes dépend de divers paramètres liés, entre autres, à la relation homme-femme, à la nature des organisations féministes en place, au mode opératoire des transitions et des partis politiques et aux normes et valeurs idéologiques des nouveaux gouvernements». En tout cas, l'élément essentiel, selon Valentine Moghadam, est l'existence d'alliés démocratiques réels et d'associations féminines fortes capables de se mobiliser et de s'inscrire dans tout processus de démocratisation. Reste à signaler que le Forum de Fès des femmes méditerranéennes est à sa 6e édition. Il a été co-organisé par le Centre Isis pour femmes et développement et la Fondation allemande Konrad Adenauer-Stiftung et a débattu, en plus du thème central, de «l'Egalité des sexes dans les nouvelles constitutions», et des «Femmes, médias et réseautage» entre autres.

Déclaration finale

SIX recommandations ont été retenues par les participantes au forum de Fès. Dans l'ordre, leur déclaration finale appelle à la protection des acquis des femmes dans la région MENA, et l'adoption d'une approche globale aux droits politiques, civils, sociaux, économiques et culturels des femmes. Il faut aussi veiller à l'implémentation des constitutions qui garantissent l'égalité des sexes et la parité et impliquer les écoles et les médias dans la sensibilisation et l'éducation des femmes et des hommes. A noter que la société civile doit s'engager dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques. Enfin, les participantes insistent sur le dialogue entre les mouvements féministes dans la région méditerranéenne en tenant compte de la réalité dans chaque pays.

De notre correspondant, Youness SAAD ALAMI

URL source: <http://www.leconomiste.com/article/908300-droits-des-femmes-l-effet-printemps-arabe-se-dissipe>



Internationale Konferenz der Konrad-Adenauer-Stiftung: "Frauenrechte im südlichen Mittelmeer nach den arabischen Umbrüchen"



Prof. Dr. Fatima Sadiqi, Direktorin des ISIS Center for Women and Development (3. von links)
Prof. Dr. Fatima Sadiqi, présidente du Centre ISIS pour Femmes et Développement (3^{ème} à gauche)

Die arabischen Umbrüche haben mit Blick auf die gesellschaftspolitische Stellung der Frauen eher ambivalente Ergebnisse hervorgebracht. Einerseits haben Frauen aktiv an den arabischen Umbrüchen und Revolutionen mitgewirkt, andererseits werden sie nun vielerorts als "Verlierer" der Revolution bezeichnet. Die neu gewählten Regierungen in Marokko, Tunesien, Ägypten und Kuwait weisen eine schwache - bis gar keine - Repräsentation von Frauen auf. In den algerischen Parlamentswahlen vom Mai 2012 konnten Frauen hingegen überraschenderweise über 30 Prozent der Parlamentssitze sichern. Der algerische Frauenanteil im Parlament bleibt in der MENA-Region jedoch eine bisher unerreichte Ausnahme. Gleichzeitig kann eine politische Islamisierung der MENA-Region und eine stärkere Präsenz von salafistischen Strömungen beobachtet werden.

Vom 21.-23. Juni 2013 veranstaltete die Konrad-Adenauer-Stiftung in Kooperation mit dem ISIS Center for Women and Development in Fez eine internationale Konferenz zum Thema "Frauenrechte im südlichen Mittelmeer nach den arabischen Umbrüchen".

Frauen und Männer aus über 20 Ländern, darunter Wissenschaftler, Aktivisten sowie ehemalige Ministerinnen und Diplomaten, haben an der Konferenz teilgenommen und die neue Situation der Frauen in der MENA-Region diskutiert. Dabei wurden Themen wie die Gleichstellung in den neuen Verfassungen, politische Partizipation von Frauen, individuelle Freiheitsrechte nach den Umbrüchen, ökonomische Gleichstellung, Frauenrechte und Islam sowie Gender-Diskurse in der MENA-Region diskutiert. Eröffnet wurde die Konferenz vom Wali der Region Fès-Boulemane.

Prof. Dr. Fatima Sadiqi, Direktorin des ISIS Center for Women and Development in Fes, hat zu Beginn der Konferenz festgestellt, dass Frauen eine entscheidende Rolle in den arabischen Umbrüchen gespielt haben, gleichzeitig aber immer noch Opfer von physischer und psychischer Gewalt, Diskriminierung und sozialer Ungleichheit werden. Das Thema sei in der MENA-Region aktuell von großer Sensibilität.

Moha Ennaji, Autor und Präsident des internationalen Instituts für Sprachen und Kultur in Fes, wies in seiner Rede darauf hin, dass die Resultate des arabischen Frühlings eher enttäuschend seien. Viele seien sich darüber einig, dass die Situation der Frauen vor den arabischen Umbrüchen besser gewesen war und nun eine Tendenz der weiteren Beschränkung von Frauenrechten und der Ausgrenzung von Frauen aus der Politik zu beobachten sei. Vor allem die islamistischen Kräfte in der Region scheinen dazu entschlossen zu sein, Frauen von der Politik vollständig auszuschließen.

Die Entwicklung der Gleichstellungspolitik in der Türkei sowie der gegenwärtige Re-Traditionalisierungsdruck unter Premierminister Erdogan wurde von Prof. Ayşe Güne-Ayata von der Universität Ankara geschildert. Mit der Änderung des türkischen Zivilrechts 2001 wurden Ehrenmorde und Gewalt in der Ehe unter Strafe gestellt. Dennoch hat Gewalt gegen Frauen trotz der neuen Gesetzeslage zugenommen. Mit der neuen AKP-Regierung wurde ab 2002 ein patriarchalisches Geschlechterverhältnis hochgehalten, das an Religion und öffentliche Moral appelliert. Nach Güne-Ayata sei die offizielle Gleichstellungspolitik der Türkei nur eine äußere Formalität zur Anpassung an EU-Richtlinien, während gleichzeitig ein konservativ-patriarchalisches Gesellschaftsklima geschaffen werde. Auf dem

weltweiten Gender-Gap-Index von 2012 des World Economic Forums, der die Kluft zwischen Frauen und Männern in den Bereichen Wirtschaft, Bildung, Politik und Gesundheit bemisst, nimmt die Türkei nur den 124. Platz (von 135 Plätzen) ein.

Der ägyptische Menschenrechtsaktivist, Yahia Muhammad Yaed, schilderte die zunehmende Brutalität der ägyptischen Polizei gegen Frauen seit der Kefaya-Bewegung von 2005. Die staatliche Gewalt gegen Frauen fand ihren Höhepunkt in den sogenannten "Jungfräulichkeits-Tests", denen Demonstrantinnen vom Tahrir-Platz 2011 unterzogen wurden. Seit der ägyptischen Revolution haben Vergewaltigungen und Gewalt gegen Frauen in der ägyptischen Gesellschaft dramatisch zugenommen.

Prof. Dr. Valentine Moghadam von der Northeastern Universität in Boston hielt einen neuen "Gender-Vertrag" innerhalb der MENA-Gesellschaften für notwendig. Gleichheit und Gerechtigkeit innerhalb der Familien, Schutz vor sexueller Belästigung in der Öffentlichkeit oder am Arbeitsplatz, mehr Gleichberechtigung bei der Verteilung von öffentlichen Ressourcen und Ämtern seien, nach Moghadam, alles Faktoren, die bei der Bewertung einer Demokratie berücksichtigt werden sollten.

Die Veranstaltung wurde mit der Deklaration einer Reihe von Empfehlungen geschlossen. Die Teilnehmer riefen dazu auf, das bisher Erreichte im Bereich der Gleichstellung der Geschlechter zu erhalten, Gleichstellung und Nicht-Diskriminierung jeglicher Art in den Verfassungen festzuschreiben, Frauen- und Mädchenbildung deutlich zu stärken, staatliche Bildung und Medien stärker zu diesem Thema zu sensibilisieren sowie die Zivilgesellschaft im Zusammenarbeiten mit dem Staat stärker zum Erreichen dieser Ziele einzubinden.

Das große Interesse der Medien und das breite Engagement der Teilnehmer haben gezeigt, dass die Gender-Problematik in der MENA-Region kein Randthema mehr ist, sondern Bestandteil jeder Transformationsdebatte sein sollte. Für die weitere Entwicklung der arabischen Transformationsprozesse hoffe man auf die Entstehung von stärker "frauen-freundlichen" Demokratien.

Konrad-Adenauer-Stiftung
Dr. Ellinor Zeino-Mahmalat
Chargée de projets

Conférence internationale de la Fondation-Konrad-Adenauer : « Droits des femmes méditerranéennes après les révolutions arabes »

Les changements profonds dans le monde arabe ont produit à l'égard de la place socio-politiques des femmes plutôt des résultats ambigus. D'un côté, les femmes ont démontré une participation active dans ces changements du sein du monde arabe ainsi que lors des révolutions. De l'autre, on les désigne un peu partout comme « les perdantes » de la révolution. Les gouvernements nouvellement élus au Maroc, en Tunisie, en Egypte et au Koweït affichent une faible, voire parfois inexistante représentation féminine. Les législatives en Algérie en mai 2012 surprenaient alors : plus de 30% des sièges étaient occupés par des femmes. La représentativité des femmes dans le parlement algérien reste pourtant une exception sans pareil dans la région MENA. En même temps, on observe une islamisation politique dans cette région ainsi qu'une présence plus forte des courants salafistes.

Du 21 au 23 juin 2013, la Fondation-Konrad-Adenauer a organisé en coopération avec le Centre ISIS pour Femmes et Développement à Fez une conférence sur le sujet « Droits des femmes méditerranéennes après les révolutions arabes ».

Lors de la conférence on a pu enregistré la présence de participantes et participants de plus de 20 pays dont universitaires, militants ainsi que des anciens ministres et diplomates qui discutaient de la nouvelle situation des femmes dans la région MENA. Les débats traitaient de sujets tels l'égalité dans la nouvelle Constitution, la participation politique des femmes, les droits à la liberté individuelle après les changements profonds, l'égalité économique aux discours des genres ou à la question des droits des femmes dans l'islam dans la région MENA. Le Wali de la région Fès-Boulemane inaugura la conférence.

Prof. Dr. Fatima Sadiqi, présidente du Centre ISIS pour Femmes et Développement, souligna au début de la conférence que les femmes ont joué un rôle important dans ces révolutions mais qu'elles se retrouvent toujours à l'heure actuelle victimes de violences physiques et psychologiques, de discriminations et d'injustices sociales. Elle affirma que le sujet était toujours très délicat.

Dans son discours, Moha Ennaji, auteur ainsi que Président de l'Institut international des langues et cultures à Fès attira l'attention sur les résultats plus au moins décevants du printemps arabe. Beaucoup de gens étaient d'accord que la situation des femmes avant les transformations arabes eurent été meilleures. Actuellement, on observe une tendance à la réduction du droit des femmes et leur exclusion dans le domaine politique. Il semble surtout que les forces islamistes dans la région sont décidées à exclure les femmes totalement de la politique.

Sujet du discours de Professeure Ayşe Güne-Ayata (Université d'Ankara) fut le développement de la politique d'égalité en Turquie ainsi que la pression vers une nouvelle traditionalisation sous le premier-ministre Erdogan. Le changement du droit civil en Turquie en 2001 entraîna la condamnation des crimes d'honneur et de la violence conjugale. Malgré tout, la violence contre les femmes a augmenté – nonobstant le nouveau cadre de la loi en vigueur. Le nouveau gouvernement sous l'AKP fit valoriser à partir de 2002 un rapport patriarcal entre les sexes exhortant la religion et la morale publique. Selon Güne-Ayata, la politique d'égalité officielle en Turquie est juste une simple formalité pour adapter des directives de l'Union européenne tandis qu'en même temps, on crée un climat social conservateur et patriarcal. De plus, la

Turquie occupe seulement la 124ème place (sur 135) sur l'indice de l'inégalité entre les sexes du Forum économique mondial mesurant le fossé entre homme et femme dans l'économie, la formation, la politique et la santé.

Le défenseur égyptien des Droits de l'homme, Yahia Muhammad Yaed, décrit la violence croissante de la police égyptienne envers les femmes depuis le mouvement de Kefaya datant de 2005. La violence étatique contre les femmes était à son paroxysme lors des soi-disant « examens de virginité » auquel des militants de la place Tahrir en

2011 ont dû se soumettre.

Il remarqua que, depuis la révolution en Egypte, les viols et la violence contre les femmes avaient augmentés dans la société égyptienne.

Prof. Dr. Valentine Moghadam de l'université Northeastern à Boston souligna la nécessité d'un nouveau « contrat des genres » dans les sociétés de la région MENA. Selon Moghadam, il faut considérer également des facteurs comme l'égalité et la justice au sein des familles, la protection

contre des harcèlements sexuels en public ou sur le lieu de travail, le surcroît d'égalité lors de la répartition des ressources publiques ou des régions pendant une évaluation d'une démocratie.

La conférence fut clôturée par la déclaration de plusieurs conseils. Les participants firent appel à la préservation des résultats obtenus jusqu'ici dans le domaine d'égalité entre les sexes, à la mise en écrit constitutionnelle de l'égalité et du refus d'une discrimination de tous bords, au renforcement visible de la formation des filles et des femmes, à la sensibilisation des médias et de l'enseignement public face à ces sujets ainsi qu'à l'inclusion plus forte de la société civile dans la collaboration avec l'Etat pour atteindre enfin ces objectifs.

Le vif intérêt des médias et l'engagement large des participants montrèrent bien que la problématique du genre dans la région MENA n'est plus une niche, mais devrait faire office de chaque discussion sur les processus de transformation. La conclusion exprima le vœu, de l'établissement de démocraties plus favorables au sexe féminin pendant le développement suivant des processus de transformation arabes.

Konrad-Adenauer-Stiftung
Dr. Ellinor Zeino-Mahmalat
Chargée de projets



Gruppenfoto

Libération

Droits des femmes après les révolutions arabes

Mise en garde contre une régression des acquis des femmes dans les pays arabes, après les transitions survenues dans la région



Un forum international sur les "Droits des femmes après les révolutions arabes" s'est tenu dernièrement à Fès avec la participation de chercheuses et militantes associatives de différentes sensibilités et nationalités. Cette 6ème édition du Forum "Femmes méditerranéennes" vise à encourager les projets qui favorisent le partenariat par la mutualisation des ressources pour résoudre les problèmes communs ou spécifiques rencontrés dans la région méditerranéenne en proposant de réfléchir sur le sort des droits des femmes des deux rives de la Méditerranée, deux années après les soulèvements dans la région, ont indiqué les organisateurs. Plusieurs thèmes sont au programme de cette rencontre de trois jours dont "Printemps arabe: entre réalité et imaginaire", "Droits des femmes maghrébines après les révolutions arabes", "Egalité des sexes dans les nouvelles Constitutions", "Femmes, médias et réseautage" ou encore "Référentiel pour l'égalité des genres dans les pays à majorité musulmane".

Lors de la première journée des travaux de ce forum, plusieurs intervenantes ont mis en garde contre une certaine "régression" de la place et des droits des femmes dans les pays arabes, après les transitions survenues dans la région.

Ellinor Zeino-Mahmalat, de la Fondation allemande **Konrad Adenauer-Stiftung**, s'est interrogée si aujourd'hui ces femmes, qui ont joué un rôle crucial dans tous les mouvements de transition, ne sont pas les premières perdantes de tout ce processus.

Bien plus qu'un débat sur la place de la femme dans toute construction démocratique, elle considère que "le Printemps arabe" repose la question essentielle des contrats sociaux et de la relation entre homme et femme. Quant à Valentine Moghadam, professeur de sociologie à l'université Northeastern à Boston (USA), elle a estimé qu'"il est encore tôt de porter un jugement global sur le sort réservé aux femmes, mais on peut déjà distinguer entre transitions à caractère égalitaire ou patriarcal".

Selon elle, l'avenir dépend de divers paramètres liés, entre autres, la relation homme-femme avant ces transitions, la nature des organisations féministes en place, le mode opératoire des transitions et des partis politiques et les normes et valeurs idéologiques des nouveaux gouvernements, soulignant que l'élément essentiel restera l'existence d'alliés démocratiques réels et d'associations féminines fortes capables de se mobiliser et de s'inscrire dans tout processus de démocratisation.

Pour sa part, l'universitaire marocaine Fatima Sadiqi, présidente du Centre Isis pour femmes et développement a indiqué que la "nette amélioration" des droits des femmes au Sud de la Méditerranée constatée ces dernières décennies est en train de connaître une "nette régression", après ce qu'on appelle "le Printemps arabe".

Elle a noté que l'on assiste paradoxalement à une présence spectaculaire des femmes de tous horizons idéologiques et statuts sociaux durant les phases de mobilisation politique, d'une part et à la marginalisation systématique des femmes dans les nouveaux gouvernements élus, d'autre part.

Les participantes viennent des pays du pourtour méditerranéen, mais également du Yémen, d'Iran, de Belgique, des Pays-Bas, du Canada et des Etats-Unis.

Mercredi 26 Juin 2013
Libé Libé

http://www.libe.ma/Droits-des-femmes-apres-les-revolutions-arabes_a39538.html

ebenfalls auch hier :



Droits des femmes après les révolutions arabes

Libé Libé Publié dans Libération le 26 - 06 - 2013

Un forum international sur les "Droits des femmes après les révolutions arabes" s'est tenu dernièrement à [Fès](#) avec la participation de chercheuses et militantes associatives de différentes sensibilités et nationalités. Cette 6ème édition du Forum "Femmes méditerranéennes" vise à encourager les projets qui favorisent le partenariat par la mutualisation des ressources pour résoudre les problèmes communs ou spécifiques rencontrés dans la région méditerranéenne en proposant de réfléchir sur le sort des droits des femmes des deux rives de la Méditerranée, deux années après les soulèvements dans la région, ont indiqué les organisateurs.

Plusieurs thèmes sont au programme de cette rencontre de trois jours dont "Printemps arabe: entre réalité et imaginaire", "Droits des femmes maghrébines après les révolutions arabes", "Egalité des sexes dans les nouvelles Constitutions", "Femmes, médias et réseautage" ou encore "Référentiel pour l'égalité des genres dans les pays à majorité musulmane".

Lors de la première journée des travaux de ce forum, plusieurs intervenantes ont mis en garde contre une certaine "régression" de la place et des droits des femmes dans les pays arabes, après les transitions survenues dans la région.

Ellinor Zeino-Mahmalat, de la Fondation allemande **Konrad Adenauer-Stiftung**, s'est interrogée si aujourd'hui ces femmes, qui ont joué un rôle crucial dans tous les mouvements de transition, ne sont pas les premières perdantes de tout ce processus.

Bien plus qu'un débat sur la place de la femme dans toute construction démocratique, elle considère que "le Printemps arabe" repose la question essentielle des contrats sociaux et de la relation entre homme et femme.

Quant à Valentine Moghadam, professeur de sociologie à l'université Northeastern à [Boston](#) (USA), elle a estimé qu'"il est encore tôt de porter un jugement global sur le sort réservé aux femmes, mais on peut déjà distinguer entre transitions à caractère égalitaire ou patriarcal".

Selon elle, l'avenir dépend de divers paramètres liés, entre autres, la relation homme-femme avant ces transitions, la nature des organisations féministes en place, le mode opératoire des transitions et des partis politiques et les normes et valeurs idéologiques des nouveaux gouvernements, soulignant que l'élément essentiel restera l'existence d'alliés démocratiques réels et d'associations féminines fortes capables de se mobiliser et de s'inscrire dans tout processus de démocratisation.

Pour sa part, l'universitaire marocaine Fatima Sadiqi, présidente du Centre Isis pour femmes et développement a indiqué que la "nette amélioration" des droits des femmes au Sud de la Méditerranée constatée ces dernières décennies est en train de connaître une "nette régression", après ce qu'on appelle "le Printemps arabe".

Elle a noté que l'on assiste paradoxalement à une présence spectaculaire des femmes de tous horizons idéologiques et statuts sociaux durant les phases de mobilisation politique, d'une part et à la marginalisation systématique des femmes dans les nouveaux gouvernements élus, d'autre part. Les participantes viennent des pays du pourtour méditerranéen, mais également du Yémen, d'Iran, de Belgique, des Pays-Bas, du [Canada](#) et des Etats-Unis.

<http://www.maghress.com/fr/liberation/39538>

Des chercheuses mettent en garde contre une "régression" des droits des femmes arabes, après les transitions dans la région

MAP

21.06.2013

13h30

Fès, 21 juin 2013 (MAP) - Des chercheuses et militantes associatives ont mis en garde, vendredi à Fès, contre une certaine "régression" de la place et des droits des femmes dans les pays arabes, après les transitions survenues dans la région.

Réunies dans un forum international sur les "Droits des Femmes après les révolutions arabes", des intervenantes de différentes sensibilités et nationalités avancent que les espoirs nourris par les mouvements de défense de cette catégorie, suite aux changements politiques dans une partie du monde arabe, se sont vite évaporés, ouvrant même la voie à un retour sur les acquis de plusieurs années de militantisme.

Après que les dernières décennies aient été marquées par une "nette amélioration" des droits des femmes au sud de la Méditerranée, qui sont le fruit d'un militantisme où universitaires, activistes et politiciens y ont contribué, il semblerait que ces droits sont en train de connaître une "nette régression", après ce qu'on appelle "le Printemps arabe", constate l'universitaire Fatima Sadiqi, présidente du Centre Isis pour Femmes et Développement.

Elle note que paradoxalement, l'on assiste, d'une part, à une présence spectaculaire des femmes de tous horizons idéologiques et statuts sociaux durant les phases de mobilisation politique et, de l'autre, à la marginalisation systématique des femmes dans les nouveaux gouvernements élus.

Se refusant toutefois de verser dans un discours pessimiste, Mme Sadiqi considère que les femmes sont appelées à garder une réelle mobilisation pour éviter tout retour sur leurs acquis et réclamer la place qu'elles méritent sur tous les plans.

La même analyse est reprise par Ellinor Zeino-Mahmalat, de la Fondation allemande **Konrad Adenauer-Stiftung**, qui s'interroge si aujourd'hui ces femmes, qui ont joué un rôle crucial dans tous les mouvements de transition, ne sont-elles pas les premières perdantes de tout ce processus.

Bien plus qu'un débat sur la place de la femme dans toute construction démocratique, elle considère que "le printemps arabe" repose la question essentielle des contrats sociaux et de la relation entre homme et femme.

Pour Valentine Moghadam, professeur de sociologie à l'université Northeastern à Boston (USA), "il est encore tôt de porter un jugement global sur l'essor réservé aux femmes, mais on peut déjà distinguer entre transitions à caractère égalitaire ou patriarcal".

L'avenir ne dépend pas seulement, selon elle, du "printemps arabe", mais de divers paramètres liés, entre autres, à la relation homme-femme avant ces transitions, à la nature des organisations féministes en place, au mode opératoire des transitions et des partis politiques et aux normes et valeurs idéologiques des nouveaux gouvernements.

L'élément essentiel à cet égard restera l'existence d'alliés démocratiques réels et d'associations féminines fortes capables de se mobiliser et de s'inscrire dans tout processus de démocratisation, souligne-t-elle.

Co-organisé par le centre ISIS pour Femme et Développement et la Fondation allemande Konrad Adenauer-Stiftung, le forum discutera, trois jours durant, de "Printemps arabe : entre réalité et imaginaire", "droits des femmes maghrébines après les révolutions arabes", "égalité des sexes dans

les nouvelles constitutions", "femmes, médias et réseautage" ou encore "référentiel pour l'égalité des genres dans les pays à majorité musulmane".

RK---BR.

JB

<http://www.menara.ma/fr/2013/06/21/652959-des-chercheuses-mettent-en-garde-contre-une-r%C3%A9gression-des-droits-des-femmes-arabes-apr%C3%A8s-les-transitions-dans-la-r%C3%A9gion.html>

APS : Algérie Presse Service

Forum international sur les "Droits des Femmes après les révolutions arabes" à Fès (Maroc)

Forum international sur les "Droits des Femmes après les révolutions arabes" à Fès (Maroc)

RABAT - Un forum international sur les "Droits des Femmes après les révolutions arabes" se tient depuis vendredi à Fès (Maroc) avec la participation de chercheuses et militantes associatives de différentes sensibilités et nationalités.

Cette 6ème édition du Forum "Femmes Méditerranéennes" vise à encourager les projets qui favorisent le partenariat par la mutualisation des ressources pour résoudre les problèmes communs ou spécifiques rencontrés dans la région méditerranéenne en proposant de réfléchir sur le sort des droits des femmes des deux rives de la Méditerranée, deux années après les soulèvements dans la région, ont indiqué les organisateurs.

Plusieurs thèmes sont au menu de cette rencontre de trois jours dont "Printemps arabe : entre réalité et imaginaire", "droits des femmes maghrébines après les révolutions arabes", "égalité des sexes dans les nouvelles constitutions", "femmes, médias et réseautage" ou encore "référentiel pour l'égalité des genres dans les pays à majorité musulmane".

Lors de la première journée des travaux de ce forum, plusieurs intervenantes ont mis en garde contre une certaine "régression" de la place et des droits des femmes dans les pays arabes, après les transitions survenues dans la région.

Ellinor Zeino-Mahmalat, de la Fondation allemande **Konrad Adenauer-Stiftung**, s'est interrogée si aujourd'hui ces femmes, qui ont joué un rôle crucial dans tous les mouvements de transition, ne sont-elles pas les premières perdantes de tout ce processus.

Bien plus qu'un débat sur la place de la femme dans toute construction démocratique, elle considère que "le printemps arabe" repose la question essentielle des contrats sociaux et de la relation entre homme et femme.

Quant à Valentine Moghadam, professeur de sociologie à l'université Northeastern à Boston (USA), elle a estimé qu' "il est encore tôt de porter un jugement global sur l'essor réservé aux femmes, mais on peut déjà distinguer entre transitions à caractère égalitaire ou patriarcal".

Selon elle, l'avenir dépend de divers paramètres liés, entre autres, à la relation homme-femme avant ces transitions, à la nature des organisations féministes en place, au mode opératoire des transitions et des partis politiques et aux normes et valeurs idéologiques des nouveaux gouvernements, soulignant que l'élément essentiel restera l'existence d'alliés démocratiques réels et d'associations féminines fortes capables de se mobiliser et de s'inscrire dans tout processus de démocratisation.

Pour sa part, l'universitaire marocaine Fatima Sadiqi, présidente du Centre Isis pour Femmes et Développement a indiqué que la "nette amélioration" des droits des femmes au sud de la Méditerranée constatée ces dernières décennies sont en train de connaître une "nette régression", après ce qu'on appelle "le Printemps arabe".

Elle a noté que l'on assiste paradoxalement à une présence spectaculaire des femmes de tous horizons idéologiques et statuts sociaux durant les phases de mobilisation politique, d'une part et à la marginalisation systématique des femmes dans les nouveaux gouvernements élus, d'autre part.

Co-organisé par le centre ISIS pour Femme et Développement (Maroc) et la Fondation allemande **Konrad Adenauer-Stiftung** le forum prendra fin dimanche soir par des recommandations.

Les participantes viennent des pays du pourtour méditerranéens, du Yémen, d'Iran, de Belgique, des Pays Bas, du Canada et des Etats-Unis.

http://www.aps.dz/spip.php?page=imprimer&id_article=109544

Jeudi 27 juin 2013, 09:12



Femmes : les cocues du « printemps arabe » Par Quid avec MAP



ISNA/PHOTO:AMIR KHOLOOSI

Des chercheuses et militantes associatives ont mis en garde, vendredi à Fès, contre une certaine « régression » de la place et des droits des femmes dans les pays arabes, après les transitions survenues dans la région.

Réunies dans un forum international sur les « Droits des Femmes après les révolutions arabes », des intervenantes de différentes sensibilités et nationalités avancent que les espoirs nourris par les mouvements de défense de cette catégorie, suite aux changements politiques dans une partie du monde arabe, se sont vite évaporés, ouvrant même la voie à un retour sur les acquis de plusieurs années de militantisme.

Co-organisé par le centre ISIS pour Femme et Développement et la Fondation allemande Konrad Adenauer-Stiftung, le forum devait discuter, trois jours durant, de « Printemps arabe : entre réalité et imaginaire », « droits des femmes maghrébines après les révolutions arabes », « égalité des sexes dans les nouvelles constitutions », « femmes, médias et réseautage » ou encore « référentiel pour l'égalité des genres dans les pays à majorité musulmane ».

<http://www.quid.ma/politique/femmes-les-cocues-du-printemps-arabe/>



"المرأة المتوسطة" يوصي بإقرار المساواة والمنصفة



هسبريس - ماجدة أيت لكتاوي

الثلاثاء 25 يونيو 2013 - 11:35

اختتمت أشغال المنتدى الدولي السادس للمرأة المتوسطة في موضوع "حقوق النساء بعد الربيع العربي" والذي استمرت أشغاله طيلة أيام 21، 22، و23 يونيو الجاري بمدينة فاس.

المنتدى الذي جمع بين باحثين وطلبة، نبّه إلى المفارقات بين الدور البارز الذي اضطلعت به النساء في الثورات التي شهدتها بعض دول المنطقة والنكوص الواضح في حقوقهن بعد الانتفاضات. حيث ناقش المؤتمر مواضيع متعلقة بالمساواة بين الجنسين في الدساتير الجديدة والخطابات النسوية في المنطقة (الحركات النسائية العلمانية والإسلامية)، والعمل الجموعي، والمشاركة السياسية للمرأة بعد الربيع العربي والتمكين الاقتصادي للمرأة، وغيرها.

كما شهد المؤتمر الذي ضم كلا من الجزائر، تونس، ليبيا، موريتانيا، مصر، لبنان، اليمن، فلسطين، الأردن، إيران، تركيا، فرنسا، إيطاليا، بلجيكا، هولندا، كندا، الولايات المتحدة الأمريكية، بالإضافة إلى المغرب، توصيات بضرورة العمل على الحفاظ على المكتسبات الحقوقية لنساء شمال إفريقيا والشرق الأوسط، والنظر إلى حقوق النساء السياسية والاقتصادية والثقافية والاجتماعية نظرة شمولية، مع العمل على تفعيل الدساتير التي تقر بالمساواة والمنصفة وإشراك مؤسسات التعليم وكذا الإعلام في توعية النساء والرجال، بالإضافة إلى إشراك المجتمع المدني في إعداد وتفعيل السياسات العمومية وأخيرا تشجيع الحوار بين الحركات النسائية في المنطقة مع مراعاة واقع كل بلد.

<http://hespress.com/permalink/82501.html>

المساء نشر في المساء يوم 14 - 06 - 2013



نهاية الأسبوع المقبل مؤتمرا دولية حول «حقوق النساء بعد الربيع العربي». وينظم فاس تحتضن مدينة هذا المؤتمر من قبل كل من مركز إيزيس لقضايا المرأة والتنمية، وكذلك مؤسسة كونراد أدنور الألمانية. ومنتظر أن يعمل المؤتمر على تشخيص وضعية المرأة في العالم العربي على ضوء التحولات التي أفرزها الربيع العربي الذي شهدته المنطقة العربية في السنتين الأخيرتين. ومن المرتقب أن تعرف هذه التظاهرة الدولية مشاركة العديد من الباحثين والباحثات المتخصصات في شؤون المرأة.

<http://www.maghress.com/almassae/184690>

AllPress

"المرأة المتوسطة" يوصي بإقرار المساواة والمناصفة



هسبريس - ماجدة أيت لكتاوي

اختُيِّمت أشغال المنتدى الدولي السادس للمرأة المتوسطية في موضوع "حقوق النساء بعد الربيع العربي" والذي استمرت أشغاله طيلة أيام 21، 22، و23 يونيو الجاري بمدينة فاس. المنتدى الذي جمع بين باحثين وطلبة، نبّه إلى المفارقات بين الدور البارز الذي اضطلعت به النساء في الثورات التي شهدتها بعض دول المنطقة والنكوص الواضح في حقوقهن بعد الانتفاضات. حيث ناقش المؤتمر مواضيع متعلقة بالمساواة بين الجنسين في الدساتير الجديدة والخطابات النسوية في المنطقة (الحركات النسائية العلمانية والإسلامية)، والعمل الجمعي، والمشاركة السياسية للمرأة بعد الربيع العربي والتمكين الاقتصادي للمرأة، وغيرها.

كما شهد المؤتمر الذي ضم كلا من الجزائر، تونس، ليبيا، موريتانيا، مصر، لبنان، اليمن، فلسطين، الأردن، إيران، تركيا، فرنسا، إيطاليا، بلجيكا، هولندا، كندا، الولايات المتحدة الأمريكية، بالإضافة إلى المغرب، توصيات بضرورة العمل على الحفاظ على المكتسبات الحقوقية لنساء شمال إفريقيا والشرق الأوسط، والنظر إلى حقوق النساء السياسية والاقتصادية والثقافية والاجتماعية نظرة شمولية، مع العمل على تفعيل الدساتير التي تقر بالمساواة والمناصفة وإشراك مؤسسات التعليم وكذا الإعلام في توعية النساء والرجال، بالإضافة إلى إشراك المجتمع المدني في إعداد وتفعيل السياسات العمومية وأخيرا تشجيع الحوار بين الحركات النسائية في المنطقة مع مراعاة واقع كل بلد.

أضيف يوم الثلاثاء 25 يونيو 2013 الساعة 11:35

<http://www.allpress.pro/preface/112862>

Bawaba Al-Mar'a Al-Masriyya

-المرأة المتوسطية- يوصي بإقرار المساواة والمناصفة

تم إنشائه بتاريخ الثلاثاء، 25 حزيران/يونيو 2013 15:17 | كتب بواسطة: احمد محمد سلامة | ✉ | الزيارات: 41



صوره ارشيفية

كتب احمد سلامة

اختتمت أشغال المنتدى الدولي السادس للمرأة المتوسطية في موضوع "حقوق النساء بعد الربيع العربي" والذي استمرت أشغاله طيلة أيام 21، 22، و23 يونيو الجاري بمدينة فاس.

المنتدى الذي جمع بين باحثين وطلبة، نبّه إلى المفارقات بين الدور البارز الذي اضطلعت به النساء في الثورات التي شهدتها بعض دول المنطقة والنكوص الواضح في حقوقهن بعد الانتفاضات. حيث ناقش المؤتمر مواضيع متعلقة بالمساواة بين الجنسين في الدساتير جديدة والخطابات النسوية في المنطقة (الحركات النسائية العلمانية والإسلامية)، والعمل الجموعي، والمشاركة السياسية للمرأة بعد الربيع العربي والتمكين الاقتصادي للمرأة، وغيرها.

كما شهد المؤتمر الذي ضم كلا من الجزائر، تونس، ليبيا، موريتانيا، مصر، لبنان، اليمن، فلسطين، الأردن، إيران، تركيا، فرنسا، إيطاليا، بلجيكا، هولندا، كندا، الولايات المتحدة الأمريكية، بالإضافة إلى المغرب، توصيات بضرورة العمل على الحفاظ على المكتسبات الحقوقية لنساء شمال إفريقيا والشرق الأوسط، والنظر إلى حقوق النساء السياسية والاقتصادية والثقافية والاجتماعية نظرة شمولية، مع العمل على تفعيل الدساتير التي تقر بالمساواة والمنصفة وإشراك مؤسسات التعليم وكذا الإعلام في توعية النساء والرجال، بالإضافة إلى إشراك المجتمع المدني في إعداد وتفعيل السياسات العمومية وأخيرا تشجيع الحوار بين الحركات النسائية في المنطقة مع مراعاة واقع كل بلد.

المصدر: الحوار المتمدن

اضف تعليق

<http://egywomennews.com/4200--Mediterranean-Women--recommends-the-adoption-of-equality-and-parity.html>

2M.ma



- PROGRAMMES
- INFOS
- GUIDE TV
- VIDEOS
- REPLAY TV
- CLUB 2M



الجمعة 21 يونيو : 12h45

0 Votes



Jul 2013
 sm.LuMaMeJeVeSaDi
 27 1 2 3 4 5 6 7
 28 8 9 10 11 12 13 14

Women's Rights and the Arab Spring Conference in Fez

The international conference on International Forum: Mediterranean Women's Rights in the Aftermath of the 'Arab Uprisings' got off to a great start at the Palais Des Congres in Fez this morning.



In front of a packed auditorium, Valentine Moghadam, Director of the Program of International Affairs at the Northeastern University in Boston set the tone with a keynote address; *Revolutions, Democratic Transitions, and Women's Rights: The Arab Spring in Comparative Perspective*.

Unlike some recent events in Fez, the simultaneous translations worked perfectly and made Moghadam's speech available to non-English speaking members of the audience.



Valentine Moghadam

The address included fascinating comparisons between the gender outcomes of democratisation in various parts of the world. The countries where positive outcomes had resulted, such as Argentina, Brazil, Chile, The Phillipines, South Africa and Northern Ireland, were compared with the less egalitarian outcomes in Eastern Europe and Russia.

Valentine Moghadam reserved judgment on countries such as Indonesia and Turkey where, as she put it, "the case is still to be made".

The factors predicting or explaining gender outcomes, Moghadam pointed out, included the status of women and their legal situation under the previous undemocratic regimes, the number and mobility of women's groups and the nature of the transition. She noted that slow transitions to democracy tend to produce better outcomes than swift ones.

Advances in gender equality were also effected by external factors such as wars and invasions on the negative side and attention from international women's organisations on the positive side.

Valentine Moghadam rounded out her address with some key goals for a new social and economic contract for women. These included among others, paid maternity leave, subsidised childcare, the right to inheritance equality, unemployment benefits, freedom from sexual harassment in the workplace and the right to obtain a passport and travel without needing permission from a husband or relative.



Fatima Sadiqi (left) and Valentine Moghadam

Congratulations to Fatima Sadiqi and her committee for organising this important conference and, if the first day is anything to go by it will be a fascinating and worthwhile event.

The conference aim is to encourage projects that promote partnerships by pooling resources to solve common or specific problems found in the Mediterranean region.

The countries that will be represented at the Forum are Algeria, Tunisia, Libya, Mauritania, Egypt, Lebanon, Yemen, Palestine, Jordan, Turkey, Iran, France, Belgium, Italy, the Netherlands, Canada, the United States of America, and Morocco.

The feminist movement in the Mediterranean has become increasingly effective in attracting widespread support, as this conference demonstrates.

According to organizers, the women of the Mediterranean combine expertise and knowledge specific to the ancestral values of family, community and social cohesion in an ever changing world. They point out that women's rights in the southern Mediterranean have experienced in recent decades, a significant improvement although with ups and downs.

The conference continues until June 23rd. Entry is free.

For more information please contact: Contact: Prof. Dr. Fatima Sadiqi (ISIS), Academic Director
mailto:sadiqi_fatima@yahoo.fr

To read the full programme and all the details: [CLICK HERE](#)

Text: Sandy McCutcheon

Photographs: Suzanna Clarke

SHARE THIS!

Les droits des femmes au lendemain du Printemps arabe

FORUM Le Centre ISIS pour Femmes et Développement et la fondation Konrad-Adenauer organisent ce week-end à Fès un forum international avec pour thème les droits des femmes méditerranéennes après les révolutions arabes.

Fès abrite du 21 au 23 juin le Forum international du Centre ISIS pour Femmes et Développement. Organisé par le Centre ISIS pour Femmes et Développement et la Fondation Konrad-Adenauer, le forum abordera cette année le thème des droits des femmes méditerranéennes après les «révolutions arabes». Le Forum abordera la question des droits des femmes à travers une approche comparative, faisant intervenir des intellectuels et chercheurs venant des quatre coins du monde

arabe. Les acquis constitutionnels à travers les pays seront abordés de manière comparative, entre autres thèmes.

Aucune femme dans les gouvernements élus par les peuples

L'objectif est d'analyser les avancées des droits des femmes dans la région depuis l'avènement des révoltes arabes. «Au cours des dernières décennies, les droits des femmes au sud de la Méditerranée ont connu une nette amélioration avec des

hauts et des bas. Deux années après le soit-disant «Printemps arabe», il semblerait que ces droits connaissent une nette régression. En réfléchissant sur ces droits deux grands paradoxes font jour. D'une part, on assiste à une présence spectaculaire des femmes de tous âges, horizons idéologiques, ethnies et statuts sociaux pendant les phases de mobilisation politique des soulèvements, et d'autre part, et c'est là où réside le premier paradoxe, en Egypte, en Tunisie, au Maroc et au Koweït, les nouveaux gou-

vernements élus par les peuples, ont une très faible, sinon aucune, représentation féminine», expliquent les organisateurs. Autre thème à débattre, la corrélation entre islam, politique et droits des femmes. Adma Lamrabet, coordinatrice du groupe de recherche et de réflexion sur les femmes musulmanes et le dialogue interculturel, interviendra au sujet du référentiel islamique en termes de droits des femmes. Fatima Saddiqi, présidente de l'ISIS, traitera quant à elle des «Discours féministes

marocains d'après les révolutions «arabes» – La dimension amazighe». Le thème des libertés publiques et individuelles à travers le monde arabe sera également traité. Des intervenants de Libye, Egypte, et Mauritanie, entre autres pays, aborderont les thèmes de participation politique des femmes. Par ailleurs, Aicha Belarbi, auteur de «Egalité-Parité : histoire inachevée», interviendra au sujet du combat des femmes marocaines pour l'égalité et la parité. ◆

RIME EL JADIDI